

# Allocution de M. Carlos Lopes

## Réunion ministérielle de la Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable

Allocution de M. Carlos Lopes Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA

4 novembre 2013, Addis-Abeba (Éthiopie)

M. Sufian Ahmed, Ministre des finances et du développement économique de la République fédérale démocratique d'Éthiopie,

M. Anthony Maruping, Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine, et M<sup>me</sup> Rhoda Peace, Commissaire à l'économie rurale de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de mission diplomatique,

Mes chers collègues Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, Maged Abdelaziz, Conseiller spécial pour l'Afrique, et Gilbert Hounou, Directeur général adjoint du BIT,

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous accueillir à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et à la réunion ministérielle de la Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable. La notion de développement durable veut dire reformuler le programme mondial de développement de façon à donner aux générations actuelles et futures une autonomie leur permettant d'être des forces dynamiques de leur propre destin. Votre présence ici aujourd'hui montre aussi clairement une volonté collective de définir ensemble « l'avenir que nous voulons ».

Alors que nous nous embarquons sur la voie de la transformation de l'Afrique, le défi que nous devons relever consiste à définir des solutions qui respectent le contrat social qui nous lie avec les générations futures. Les jeunes générations observent déjà nos actions. Elles n'attendent pas le moment de devenir des acteurs dans ce débat, elles le sont déjà. Elles réclament la transformation et le formulent de manière très concrète. Elles veulent des actions vigoureuses contre la pauvreté. Mais elles sentent également que les efforts déployés ne suffisent pas pour

créer des emplois, avoir de l'électricité ou communiquer en utilisant des téléphones portables. Elles veulent que le futur ne soit pas différent d'une région à l'autre et que les ressources naturelles soient exploitées de manière judicieuse par tous et pas seulement certains.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Le développement durable, depuis son inclusion marquante dans le rapport fondateur de la Commission Brundtland de 1987, reste un ensemble ambitieux de valeurs et de principes selon lesquels le développement doit répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des futures générations de répondre aux leurs. Il met à rude épreuve notre capacité d'instaurer un meilleur équilibre entre, d'une part, nos objectifs de développement social, économique et environnemental et, d'autre part, la sécurité et la prospérité humaines, comme préalables à des lendemains qui chantent. Il est donc important de traiter les trois dimensions – économique, sociale et environnementale – du développement durable, sur un même pied d'égalité

L'Afrique est engagée sur une voie prometteuse. Elle a fait mentir les sceptiques qui lui prédisaient une spirale descendante qui l'entraînerait dans davantage de conflits et d'insécurité découlant de la pauvreté et des privations. Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a connu une croissance économique rapide, la gouvernance s'est améliorée et moins de populations ont été touchées par des conflits complexes et des crises humanitaires.

En mesurant les OMD, plusieurs réalisations de l'Afrique n'ont pas été prises en compte. Il est vrai que lorsque le calcul a commencé en 2000, les Africains étaient plus loin de la ligne d'arrivée universelle que la plupart des autres populations. Pourtant, tous les pays étaient censés atteindre cette bannière commune de 2015 après le même nombre d'années, ce qui est injuste et demeure problématique. Le discours prédominant ne dira pas que 15 des 20 pays qui ont réalisé le plus de progrès dans la réalisation des OMD vu le niveau d'efforts qu'ils y ont consacré sont africains. Il ne dira pas que le PIB de l'Afrique a plus que doublé. Il ne mentionnera pas le fait que le nombre de conflits a diminué considérablement. Il ne reconnaîtra, pas que l'Afrique compte aujourd'hui moins de réfugiés que le Moyen-Orient par exemple.

Actuellement, l'Afrique reçoit 50 milliards de dollars des États-Unis d'Amérique en investissements directs étrangers par année et cette somme est toujours croissante. Huit pays sont allés sur le marché obligataire cette année et leurs actions ont toutes été sursouscrites. Presque chaque mois, une nouvelle source d'énergie est découverte ou un projet d'énergie renouvelable est annoncé. Nous continuons d'avoir des ressources naturelles incomparables. Les tendances démographiques de l'Afrique, y compris l'urbanisation, offrent des opportunités si le dividende démographique est planifié de façon appropriée. D'après les projections, dans moins de trois générations, les africains compteront pour plus de 40 % de la jeunesse mondiale. À l'horizon 2050, la jeunesse africaine formera plus du quart de la force ouvrière mondiale.

Un lien peut être établi entre l’Afrique et les marchés émergents asiatiques, dont 40 % de la croissance économique rapide – entre 1965 et 1990 – était attribuable à une augmentation de la population en âge de travailler. En ce qui concerne l’Afrique, cela se produit au moment où la majorité de la population mondiale est vieillissante. Cet atout énorme peut aider à propulser l’Afrique sur la voie de l’industrialisation. Avec la moitié de la population vivant dans les villes, la proximité permettra les économies d’échelle et une plus grande interaction entre personnes qualifiées et compétentes partageant les connaissances et l’innovation. D’ores et déjà, les villes génèrent environ 55 % du PIB total du continent. Avec une plus grande croissance, elles pourraient être au même niveau que les pays développés, où les villes génèrent 90 % du PIB. Les possibilités de croissance économique, de réduction de la pauvreté, de développement humain et d’innovation sont énormes.

Étant « retardataire », l’Afrique peut faire un bond dans la révolution technologique et tirer profit des avancées faites dans les sciences et l’innovation. Ce n’est pas une chimère de brûler les étapes, cela se produit effectivement. Toutefois, tout en allant de l’avant, de plus en plus de pauvres sont concentrés dans les régions rurales éloignées et dans les bidonvilles. Les catalyseurs du développement doivent être orientés vers ces zones à problèmes et les aider à devenir des contributeurs au développement. Cela a été fait dans beaucoup de parties du monde mais l’Afrique devra le faire plus vite que partout ailleurs. Est-ce possible?

Mesdames et Messieurs,

L’Afrique ne devrait pas oublier que sa croissance ne produit pas encore assez de transformation. Les pays qui sont déjà industrialisés et ceux qui y aspirent doivent faire face à deux vérités inquiétantes: ils deviennent moins industrialisés et plus inégaux et les deux vont malheureusement de pair. Pour les affronter, il faut une direction éclairée, du courage et de la détermination. Personne ne peut le faire pour les Africains.

Cela étant dit, les objectifs du développement durable ne doivent pas faire les frais de pratiques dysfonctionnelles qui nuisent aux principes de justice et d’équité sociale. Par exemple, les pays développés jettent 222 millions de tonnes de nourriture chaque année, ce qui équivaut à la récolte annuelle de l’Afrique sub-saharienne. Les pays développés devraient faire des efforts en modifiant leurs subsides agricoles et leurs politiques commerciales afin de réduire la vulnérabilité des petits fermiers africains dont la productivité et l’esprit d’entreprise sont souvent tenus en otage par de telles pratiques.

Pour que le développement soit durable, nous devons nous laisser guider par le principe utilitariste dont la référence morale commande « le plus grand bien pour le plus grand nombre ». L’Afrique a entre ses mains la capacité, la population, les ressources et les possibilités de montrer la voie du développement durable.

Permettez-moi de proposer trois secteurs dans lesquels l’Afrique peut jouer un rôle précurseur.

Premièrement, il y a des possibilités dans le secteur de l'énergie. Il est de plus en plus évident que l'Afrique peut satisfaire son besoin de capacité accrue de production de l'énergie par des technologies exploitant des énergies renouvelables qui fournissent une énergie propre et durable. La capacité de surmonter les obstacles qui empêchent le développement des énergies renouvelables dans un contexte de changement climatique dépendra de l'amélioration de l'environnement politique et institutionnel en Afrique. Une croissance verte inclusive est un domaine inexploré qui pourrait mettre l'accent sur les services d'énergie renouvelables abordables, la promotion d'emplois verts et la réduction de la pauvreté.

Le deuxième est le secteur agricole. L'agriculture tient la clef qui déblocuera le potentiel de croissance de l'Afrique pour qu'elle atteigne le seuil de croissance de 7 %. L'exploitation du secteur agricole sur le continent est de la plus grande importance étant donné notre population croissante et une demande de plus en plus grande de nourriture. Cela nécessitera des investissements utilisant rationnellement les ressources dans les technologies et l'innovation, une meilleure capacité de gestion des eaux, et des régimes fonciers pérennes. L'Afrique a besoin de l'industrie agroalimentaire, d'une plus grande productivité et de liens en amont et en aval avec le travail.

Le troisième secteur est celui de l'industrie de transformation. L'Afrique peut prouver que la meilleure façon de faire face au changement climatique consiste à déplacer la production industrielle là où se trouvent les ressources naturelles. Non seulement nous réduisons le CO<sub>2</sub> et répondons efficacement à la surenchère de la technologie verte mais nous ajoutons également de la valeur à nos matières premières. L'Afrique a l'option de choisir des technologies qui pourraient être trop coûteuses pour les autres.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

La décision historique prise à la Conférence Rio+20 de définir un ensemble universel d'objectifs de développement durable est louable. Aujourd'hui, cette réunion de consultation peut garantir que les priorités de l'Afrique seront suffisamment prises en compte dans la formulation des objectifs de développement durable de portée mondiale. Il est important que le résultat des consultations soit favorable aux aspirations de l'Afrique en matière de développement. Au-delà de l'adoption des objectifs de développement durable au niveau mondial, des politiques de développement national solides et dynamiques et une planification seront indispensables pour la réalisation des objectifs du continent. Pour y arriver, des stratégies de développement national et une vision à long terme devront faire partie intégrante du développement durable. Et on ne peut pas planifier sans données. Il est important que l'Afrique crée son propre système solide de bases de données et de statistiques afin de pouvoir mesurer précisément les progrès accomplis, en faire le suivi, les évaluer et finalement en rendre compte. Grâce à l'Agenda 2063 et aux objectifs de développement de l'Afrique, des objectifs complémentaires clairement définis feront la preuve que l'Afrique s'est approprié son développement.

Mesdames et Messieurs,

Nous entamons une négociation. Le présent exercice fait partie de la préparation de cette négociation. Les Hausa du Nigéria disent qu'il vaut mieux préserver sa réputation que ses biens. En plaidant pour un autre discours, les Africains disent qu'ils veulent que leur réputation corresponde à la réalité. Ils veulent un avenir dans lequel le continent ne soit pas uniquement considéré pour ses riches ressources naturelles. Ils veulent un résultat qui soit le reflet de leur réputation.

Je vous remercie.